# PEAAD BULLETIN



Association des Anciens Députés au Parlement Européen

www.formermembers.eu





Activités de l'AAD

Visite sous la Présidence

Page 25



Activités de l'AAD

Programme PE au Campus

Page 27

## DANS CE NUMERO

**03** Mot du Président

**04** Dépêches du PE

#### **ACTUALITÉ**

- O6 Parlement européen: un nouveau départ? (Andrea Manzella)
- **O8** Une nouvelle équipe de choc (Lord Richard Balfe)
- **O9** Réflexions pour une Europe stable (Leen van der Waal)
- **10** Pourquoi le Brexit renforce-t-il l'UE? (Ivailo Kalfin)
- **11** Vers un Svexit ou une Europe rouge-verte? (Per Gahrton)
- **12** Pesticides (Mireille d'Ornano)
- 13 Gestion de la qualité totale dans le secteur public (Vitaliano Gemelli)

#### **FOCUS**

- **15** Un pilier du pilier (Enrique Calvet Chambon)
- 17 Rôle essentiel de l'AET pour la compétitivité et le bien-être en Europe (Georgi Pirinski)
- 19 Un nouveau départ pour l'Europe sociale? (Luca Visentini)

### ACTIVITÉS DE L'AAD

- **22** Réseau des anciens députés
- 25 Visite sous la Présidence
- **27** Programme PE au Campus

## DÉPÊCHES

**31** Activités

32 In memoriam



Le thème de 2019 pour la journée internationale de la démocratie est la participation, qu'offre l'occasion de rappeler que c'est le peuple qui est au cœur de la démocratie. Fondée sur l'inclusion, l'égalité de traitement et la participation, la démocratie est un pilier fondamental de la paix, du développement durable et des droits humains.



Coverture: @Shutterstock

### **APPEL À CONTRIBUTION:**

Le comité de rédaction tient à remercier tous les membres qui ont pris le temps de contribuer à ce numéro du Bulletin de l'AAD. Nous voudrions attirer votre attention sur le fait que la décision d'inclure un article incombe au comité de Rédaction du Bulletin de l'AAD et, qu'en principe, les contributions soumises par des membres qui ne sont pas à jour de paiement ne sont pas retenues. En raison de long décalage entre l'appel à contribution et la publication, certains articles peuvent être dépassés.

Le Bulletin de l'AAD est publié par l'Association des anciens députés du Parlement européen avec l'assistance du Parlement. Toutefois, les opinions exprimées dans ses articles sont celles des membres contributeurs de l'AAD et d'écrivains invités, et ne représentent pas nécessairement les positions du Parlement, ni celles de l'AAD. De même, l'inclusion des communications publicitaires n'implique pas nécessairement une recommandation de l'AAD ou du Parlement.

#### **COMITÉ DE REDACTION**

Brigitte LANGENHAGEN Andrea MANZELLA Edward McMILLAN-SCOTT Manuel PORTO Teresa RIERA MADURELL

#### PRÉPARÉ PAR

Elisabetta FONCK Lisseth BRAVO Laura SEAR Valeh NASIRI

#### **CONTACTS**

formermembers@europarl.europa.eu Tel.+ 32(0)2 284 07 03 Fax.+32(0)2 284 09 89



## Mot du PRÉSIDENT

Chère membre, cher membre,

C'est un plaisir pour moi de vous présenter le troisième Bulletin de l'année 2019. Dans ce numéro, d'anciens députés analysent les résultats des élections européennes et leurs conséquences sur la structure institutionnelle et la dynamique politique au sein de l'Union européenne. Cet automne, l'AAD a prévu un programme enthousiasmant pour ses membres. Du 29 septembre au 4 octobre, une délégation de vingtcing membres de l'AAD effectuera une visite d'étude en Géorgie. À la suite des efforts de l'Union pour resserrer les liens avec la région du Caucase, la délégation rencontrera des représentants du Parlement et du gouvernement géorgiens afin de discuter des relations entre l'Union européenne et la Géorgie. La délégation se rendra sur la ligne de démarcation administrative entre Géorgie et Ossétie du Sud. Un dialogue sur la situation actuelle ainsi que sur les valeurs et les droits démocratiques se tiendra avec les autorités locales, des groupes de réflexion et des ONG. Du 3 au 5 novembre, nous effectuerons une visite en Finlande, qui occupe la présidence du Conseil. Le programme prévoit des réunions prometteuses avec des représentants du Parlement et des ministères finlandais ainsi qu'avec des experts politiques de haut niveau et des étudiants universitaires; les discussions porteront sur les priorités de la présidence finlandaise, à savoir la compétitivité et l'égalité des chances, l'action de l'Europe pour le climat et la sécurité

des citoyens européens.

En décembre, la Maison de l'histoire

européenne s'associera de près à

l'organisation de nos événements annuels. Nous espérons vivre deux iournées d'intenses discussions et de débats politiques et rencontrer beaucoup de nouveaux membres. Grâce aux efforts déployés lors de la campagne de recrutement de 2019, plus de 217 anciens députés ont rejoint notre association. Nous souhaiterions encourager nos membres à inviter leurs anciens collègues à adhérer à l'AAD. Le présent numéro se concentre sur le thème de la compétitivité et du bien-être dans l'Union européenne. L'Europe n'avait jamais ressenti de manière aussi pressante la nécessité d'être performante et compétitive sur le marché mondial. Comment maintenir un équilibre entre les performances au travail et le bienêtre physique et mental? Nous avons lancé un appel à contributions auprès de nos collègues et d'experts en la matière, afin qu'ils nous éclairent et proposent des pistes de réflexion sur ce sujet brûlant.

Vous trouverez également des comptes rendus sur les activités de l'AAD. Comme d'habitude, le programme «PE au campus» a remporté un franc succès: il met en contact d'anciens parlementaires avec le monde universitaire et les étudiants aux quatre coins de l'Europe. Nos membres ont voyagé en Italie, en Turquie et en Roumanie avant les élections européennes pour donner des conférences et participer à des tables rondes; ils n'ont pas ménagé leurs efforts pour informer et éduquer les étudiants sur le rôle du Parlement européen au sein de l'Union.

Nous avons également poursuivi nos collaborations avec les parlements nationaux et les autres associations d'anciens parlementaires. La visite de notre délégation à Bucarest

dans le contexte de la présidence roumaine du Conseil a été très réussie. Vous retrouverez dans ce numéro les comptes rendus détaillés que les membres de la délégation ont rédigés au sujet de leurs activités et des discussions qui se sont tenues. Nous remercions tous les collègues ayant pris part à ces visites et manifestations et nous nous réjouissons par avance de la visite d'étude en Géorgie fin septembre et en Finlande en novembre. Vous pourrez également vous informer sur notre réseau d'anciens députés, qui ne cesse de s'étendre. Les représentants de l'AAD ont participé aux événements annuels organisés par l'association canadienne des anciens parlementaires et à une réunion de la plateforme européenne des anciens parlementaires, organisée à Lund par l'association des anciens parlementaires suédois. Pour conclure, je souhaite remercier toutes les personnes qui ont contribué, par leurs idées et leurs

points de vue, à la réalisation de

événements de décembre.

ce numéro. J'espère vous voir aussi

nombreux que possible lors de nos

bur-let Pontris

Cordialement,

Hans-Gert Pöttering Président de l'AAD

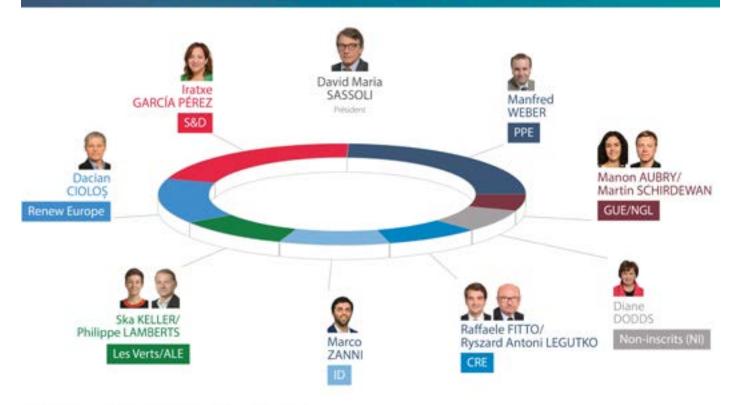
## DÉPÊCHES DU PE



### LE PRÉSIDENT DU PARLEMENT EUROPÉEN

Le 17 janvier, David Sassoli (EPP, IT) a rassemblé 345 voix sur 667 votes exprimés au second tour. Au cours de son premier discours, il a dit: 'Nous devons avoir le courage de relancer le processus d'intégration, de changer notre Union afin qu'elle réponde de façon plus efficace aux besoins de nos citoyens et qu'elle fournisse de véritables réponses à leurs préoccupations, à leur sentiment grandissant de désarroi.'

## CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DU PE



## **BUREAU DU PE**

#### Président



David Maria SASSOLI SADItely

#### Vice-Présidents



Mairead McGUINNESS





Pedro SILVA PEREIRA

SSD Portugal

DOBREV

Klára.



Rainer WIELAND

Dita:



Katarina BARLEY

Nicola

BEER



Othmar KARAS

PPE Autricte



Livia JÁRÓKA

PERHAPPE



KOPACZ







Marcel KOLAJA Les Ners/ALI Tribique



Dimitrios **PAPADIMOULIS** CULTRICE Galor

CHARANZOVÁ

niny Europe Tchéquis



Fabio Massimo CASTALDO





Anne SANDER WE Block



Monika BENOVÁ



David CASA



Gilles BOYER

eness Buropic France



Karol KARSKI DE Pologre

## CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS

#### Président



Antonio Tajani

AFCO 28 membres

#### Commissions permanentes



David McALLISTER AFET



Tomas TOBE



Bernd LANGE



Johan VAN OVERTVELDT



Monika HOHLMEIER



Roberto **GUALTIERI** 



Lucia DURIS NICHOLSONOVÁ



Pascal CANFIN



Adina-loana VÄLEAN



Petra DE SUTTER IMCO 45



Karima. DELLI es Verts/ALE Pance



Younous **OMARJEE** NOL France



Norbert LINS



DAVIES PLOT 25



Sabine VERHEYEN





Juan Fernando LÓPEZ AGUILAR



Evelyn REGNER



Dolors MONTSERRAT PETE 35

#### Sous-commissions (AFET)



Maria **ARENA** DECK 30



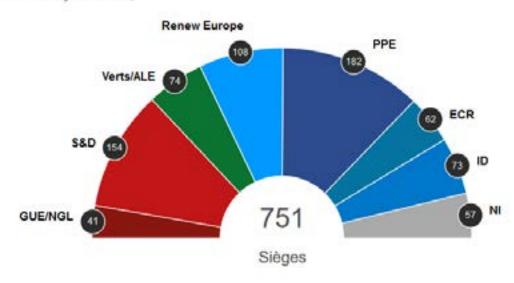
Nathalie LOISEAU SEDE 30

## ACTUALITÉ 🕶

## PARLEMENT EUROPÉEN: UN NOUVEAU DÉPART?

### Parlement européen 2019 - 2024

Session constitutive



#### ©Parlement européen 2019

Quarante ans après les premières élections du Parlement au suffrage universel direct, les conditions sontelles réunies pour que l'institution prenne un nouveau départ? On peut répondre par l'affirmative, pour deux ensembles de raisons. Tout d'abord, parce que la législature qui vient de se terminer, marquée par des crises, des propositions de solutions et des autocritiques, a ouvert la voie à une série d'évolutions, peut-être sous-jacentes, du rôle du Parlement; il serait difficile d'ignorer ces changements et de ne pas continuer dans cette direction. D'autre part, parce que la campagne électorale, qui a duré fort longtemps, a été menée pour la première fois autour de thèmes «européens» clivants, créant ainsi des passerelles entre les scènes publiques nationales, et a vu s'accumuler des tensions politiques qui vont forcément trouver leur écho dans le nouveau Parlement. Cette combinaison d'une actualité pressante et d'un passé récent dont il faut néanmoins tenir compte pourrait précisément imposer un nouveau mode de fonctionnement. Si tel est le cas, cela ne pourra se faire qu'«à constitution constante», sur le modèle proposé par le Parlement, au cours de sa précédente législature dans ses résolutions du 16 février 2017.

"L'émergence de l'opposition conduirait ainsi à un Parlement européen plus varié et plus visiblement démocratique aux yeux du public."

La première caractéristique de ce nouveau mode de fonctionnement est l'émergence d'une opposition. À la suite du Brexit et de ses enseignements catastrophiques, l'opposition principale devrait s'articuler sur deux plans:

- sur le plan constitutionnel, elle visera l'objectif prévu à l'article 48, paragraphe 2, du traité sur l'Union européenne (traité UE), «réduire les compétences attribuées à l'Union dans les traités»;
- sur le plan politique, elle contestera les politiques gouvernementales soutenues par la majorité parlementaire.

L'émergence de l'opposition conduirait ainsi à un Parlement européen plus varié et plus visiblement démocratique aux yeux du public.

La deuxième caractéristique du nouveau mode de fonctionnement, étroitement liée à la première à plusieurs égards, est l'attribution aux parlements nationaux d'un véritable rôle, autrement dit la stricte application de l'article 12 du traité UE, qui prévoit qu'ils contribuent activement au bon fonctionnement de l'Union. Cette évolution pourrait se concrétiser par la mise en place d'un organe de coopération interparlementaire et la création d'un système de «conférences» interparlementaires sur différents suiets, dont le déroulement et le rythme seraient calqués sur le fonctionnement en formations du Conseil de l'Union européenne. Par ailleurs, ce modèle «par conférences» serait proche du modèle «par conventions» prévu à l'article 48 du traité UE.

"Les procédures récemment engagées à l'encontre de la Hongrie et de la Pologne ont fait émerger l'idée selon laquelle le Parlement pourrait remplir une fonction de contrôle de constitutionnalité relatif aux valeurs de l'Union (article 2 du traité UE)"

La troisième caractéristique pourrait concerner la procédure budgétaire, si la zone euro est effectivement dotée d'un budget propre. Qu'il s'agisse d'un budget autonome, option pour laquelle la plupart semblaient initialement pencher, ou d'une fraction spécifique du budget général de l'Union, les modifications réglementaires apportées à la procédure budgétaire,



Séance plénière. Vue générale de la salle plénière depuis la tribune ©Parlement européen 2019

«mère» de toutes les procédures parlementaires, revêtiraient une importance particulière.

La quatrième est la capacité du Parlement à défendre les principes constitutionnels au sein de l'Union. Les procédures récemment engagées à l'encontre de la Hongrie et de la Pologne ont fait émerger l'idée selon laquelle le Parlement pourrait remplir une fonction de contrôle de constitutionnalité relatif aux valeurs de l'Union (article 2 du traité UE) analogue au contrôle du respect des critères d'adhésion par les États candidats, compétence conférée au Parlement par l'article 49 du traité UE.

La cinquième et dernière caractéristique porte sur la capacité du Parlement à bâtir une dimension sociale pour l'Union.

Les lignes de fracture manifestes dans ce domaine montrent que ce point ne concerne plus seulement les politiques, mais aussi la structure fonctionnelle du Parlement, qui joue un rôle d'«engrenages» aptes à favoriser l'intégration des marchés et des sociétés.

Vu les difficultés que rencontrent les gouvernements des États membres pour mettre en place des mesures sociales et des politiques favorables aux investissements, c'est dans l'enceinte du Parlement européen qu'il faudrait trouver les compromis qui permettront de dépasser l'approche intergouvernementale, qui semble jusqu'à présent paralysée et paralysante. Il faut en somme un Parlement «neuf», un tremplin à partir duquel relancer toute la vie institutionnelle de l'Union.

Andrea Manzella PSE, Italie (1994-1999) an.manzella@gmail.com

## UNE NOUVELLE ÉQUIPE DE CHOC

J'ignore si le fait que les postes à la tête de l'Union européenne changent tous en même temps est une bonne chose ou non. Peu de mes connaissances se seraient attendues à voir Ursula von der Leyen devenir la candidate favorite à la présidence de la Commission. Personnellement, j'ai toujours pensé que Michel Barnier jouerait ce rôle.

Bien sûr, bon nombre de membres du Parlement européen sont déçus et agacés, car le principe des Spitzenkandidaten qu'ils ont mis en place est acceptable à de nombreux égards. Mais la dernière fois – qui, souvenons-nous, était également la première – Jean-Claude Juncker, fort de sa grande expérience de l'Europe et de ses nombreux et divers rôles politiques, s'est très bien adapté à ce modèle. Il en était tout autrement pour Manfred Weber, vu comme un candidat plutôt faible dont l'expérience politique ne dépassait pas le stade parlementaire, et qui, il faut bien le dire, ne possédait

qu'une influence limitée sur les autres groupes au sein du Parlement. Son attitude à l'égard du fonds de pension du Parlement, qui comprend près d'un millier de membres, pouvait au mieux être qualifiée «d'indifférence affectée». Le reste de l'équipe connaît très bien les affaires européennes: personne ne peut dire que Charles Michel, fin connaisseur du Conseil européen qui a survécu cinq ans au poste de premier ministre belge, et quelqu'un d'encore relativement jeune, n'est pas un candidat évident en vue d'une gestion effective de la présidence du Conseil. Quant aux affaires étrangères, Josep Borrell est lui aussi particulièrement qualifié, puisqu'il a été Président du Parlement et ministre espagnol des affaires étrangères.

Enfin, Christine Lagarde, avec huit ans passés au FMI et un bilan très positif en tant que ministre française, sera sans aucun doute une candidate parfaite pour la Banque centrale européenne.











Bien sûr, la grande surprise vient de l'absence de candidat en provenance des pays que beaucoup considèrent encore comme les «nouveaux États membres». Mais cela n'est pas si surprenant lorsqu'on considère non seulement que bon nombre des candidats potentiels font l'objet d'une enquête par l'un des organes de la Commission européenne, mais aussi que leur seul lauréat, Donald Tusk, a été désavoué par son propre gouvernement, qui a fait campagne pour le renvoyer de son poste actuel. Dans l'ensemble, nos amis des anciens pays communistes ont fait preuve d'une incapacité remarquable à soutenir leurs candidats respectifs. Nous disposons donc d'une équipe sans grand danger: tous ses membres croient aux valeurs européennes fondamentales, et aucun d'entre eux ne se laissera marcher sur les pieds, que ce soit par la Grande-Bretagne ou par un autre pays; ils sont toutefois assez malins pour éviter la confrontation et obtenir les résultats voulus en combinant négociation et coopération. Si l'on ajoute à l'équation David Maria Sassoli, député socialiste italien et nouveau président du Parlement européen, notre équipe est véritablement formidable. Espérons qu'elle parvienne à contrecarrer la vague de populisme et à promouvoir les idéaux européens sur la base desquels la Communauté a été fondée.

### **Lord Richard Balfe**

Royaume-Uni PSE (1979-2002) PPE-DE (2002-2004) Richard.balfe111@gmail.com

## RÉFLEXIONS POUR UNE EUROPE STABLE

Lors des dernières élections au Parlement européen, les partis eurosceptiques et populistes ont nettement gagné du terrain. Si la plupart des électeurs continuent à voter en faveur de l'Union européenne, l'ampleur du scepticisme est telle que cette minorité d'eurosceptiques ne peut être ignorée. Parmi les différents sentiments de malaise, celui qui concerne la position de l'État-nation est l'un des plus importants. Le nationalisme constitue sans aucun doute un danger majeur. C'est ce que l'histoire nous apprend. L'absolutisation de l'identité nationale comporte le risque de violence. Mais ceux qui s'opposent au nationalisme devront reconnaître le droit à l'existence de la diversité des langues, de l'histoire et des traditions des États membres dans leur dimension positive. L'Union européenne ne devrait pas être un «super État» en formation mais une organisation qui agit à la place des États membres uniquement dans les domaines dans lesquels ces derniers ne peuvent pas résoudre les problèmes à eux seuls, tels que le changement climatique, les migrations, le terrorisme et la sécurité. Les États membres ne peuvent pas se passer de cette action et de la solidarité mutuelle qu'offre l'Union européenne. Mais

©Parlement européen 2019

l'État-nation reste la communauté la plus forte pour les citovens. Au cœur des enjeux mondiaux de la mondialisation, la nation est de plus en plus souvent perçue comme un point de référence en matière de communauté, comme une patrie qui offre un sentiment de protection et de sécurité. Les changements apportés par l'Union européenne qui affectent ces sentiments sont rapidement percus comme un processus imposé qui appelle à la résistance. L'existence d'une identité européenne n'est pas moins importante pour la

stabilité de l'Union. L'intégration en cours n'est pas allée de pair avec un renforcement des liens moraux. En conséquence, des progrès importants ont été accomplis sur le plan économique, mais avec beaucoup de mécontentement en tant que sous-produit. Il s'est développé une société au sein de laquelle chacun poursuit ses propres intérêts, sans aucun fondement moral, sans esprit de solidarité ni valeurs partagées. Lorsqu'il était président de la Commission européenne, Jacques Delors avait déclaré que l'Europe avait besoin d'une âme. Et l'ancien président de la Tchéquie, Vaclav Havel, a un jour déclaré qu'il était attiré par l'Union européenne sur le plan intellectuel mais qu'il ne ressentait aucun lien émotionnel avec elle en raison de l'absence d'une éthique européenne. Les pères fondateurs démocrateschrétiens avaient la vision d'une Europe fondée sur la paix et la justice, valeurs fondamentales de la civilisation chrétienne. Il ne reste plus grand-chose de cette vision. C'est désormais la vision libérale humaniste qui prévaut, laquelle

n'a pas besoin de Dieu. Dans les pays occidentaux, un processus de sécularisation est en train se dérouler, qui règle son compte aux valeurs chrétiennes d'antan et où la cohésion sociale des institutions classiques a été supprimée au profit de la liberté individuelle. Il est certes vrai que pour la plupart des citovens, les conditions de vie se sont considérablement améliorées. Les soins de santé, l'éducation, le logement et la prospérité ont atteint un niveau sans précédent. Mais, dans le même temps, les disparités sociales augmentent et les manifestations du mécontentement social se généralisent sous la forme de criminalité, de droque, de terrorisme et d'antisémitisme. Il convient dès lors de rappeler que, malgré les différences culturelles existant entre eux, les États membres ont une civilisation commune qui est dans une large mesure issue de l'histoire du christianisme. Cette religion a toujours une importance positive aujourd'hui. Elle n'a certes pas engendré une société sans problèmes sociaux mais, grâce à la loi universelle des dix commandements, elle a fourni une autorité externe comme point de référence pour le bien et le mal. Et elle a donné à la société une conscience. Elle a formé une société dans laquelle les individus s'occupent les uns des autres, guidés par un point de repère éthique donnant du sens à leur vie. La question est de savoir si l'Union peut prospérer sans cette vision commune des êtres humains et de la société.

## Leen van der Waal

EDN, Pay-Bas (1984-1997) Lvanderwaal@hetnet.nl

## POURQUOI LE BREXIT RENFORCE-T-IL L'UE?

Je suis de ceux qui regrettent vivement la décision du Royaume-Uni de guitter l'Union. Ce la laissera, de par le rôle que jouait ce pays, un vide au sein de l'Union européenne. Dans le même temps, je suis convaincu que le processus éprouvant de Brexit a un effet bénéfique sur l'unité européenne. Les institutions et les États membres de l'Union ont adopté une position résolue et cohérente dans les négociations menées par Michel Barnier. Cela faisait longtemps qu'on n'avait pas vu se manifester une telle unité. Et une preuve encore plus frappante de cette solidarité nous est fournie par les résultats des élections au PE. Les citoyens européens ont eu l'occasion de s'exprimer, et ils ont fait passer deux messages. Tout d'abord, le taux de participation sans précédent a été une réponse au Brexit et à la montée des partis nationalistes. Les citoyens européens se sont mobilisés pour défendre l'Union et empêcher qu'elle ne tombe entre les mains des nationalistes. Ensuite, les électeurs ont fait savoir qu'ils voulaient que de sérieux changements soient apportés à l'UE. Ils ont voté en masse pour les partis et les candidats pro-européens, mais ils ont brisé le statu quo, permettant au PPE et au S&D de former de grandes coalitions. Aux dépens de ce statu quo, les Européens ont soutenu les libéraux et les Verts, ce qui a permis d'insuffler au PE un dynamisme nouveau et l'a enrichi de nouvelles idées. Ce deuxième message est très important, car si les partis ne le comprennent pas, la prochaine fois que les électeurs voteront, ce sera pour appuyer les antisystèmes. En fait, cet élan de solidarité d'après Brexit n'est pas une simple

coïncidence. Selon une perspective à long terme. l'UE est une réussite remarquable. Au nombre de ses réalisations, l'on citera le fait d'avoir permis la plus longue période de paix jamais connue en Europe, le développement d'une économie parmi les plus puissantes, la création d'une des sociétés les plus avancées au monde en matière de normes sociales et environnementales, la réunification des pays d'Europe que la guerre froide avait profondément divisés et l'établissement des normes les plus élevées en matière de protection des droits civils et des libertés.

Les arguments utilisés par ceux qui veulent retirer des pouvoirs à l'UE pour les confier aux gouvernements nationaux ne résistent pas à l'analyse rationnelle la plus élémentaire. L'UE est déjà une union d'États-nations qui respectent strictement le principe de subsidiarité. Quel pouvoir chaque pays pourrait-il obtenir qui soit supérieur à un droit de veto sur de nombreuses questions? Les mécanismes de prise de décision ont en fait relativement peu changé depuis la création de l'Union. Il va de soi que, dans une Union composée de six États membres, les décisions pouvaient être prises beaucoup plus facilement. Le fait d'avoir 28 États membres signifie que davantage de discussions et de compromis sont nécessaires pour parvenir à une position unique satisfaisante pour tous. Parallèlement, les détracteurs de l'UE l'accusent de lenteur, d'un excès de bureaucratie et d'un manque de fermeté. Certes, les décisions peuvent être prises plus rapidement dans un État-nation. Toutefois, cette lenteur et ces concessions apparentes sont précisément dues au fait même que

ces États-nations agissent de manière indépendante et peuvent exercer leurs pouvoirs dans la recherche d'une solution commune. Mais quelles sont, en fait, les questions qui pourraient être traitées plus efficacement au niveau national? La crise migratoire? La crise financière? La mise en place d'une économie puissante et compétitive? La voie à suivre pour occuper une place de leader mondial dans le domaine de la recherche scientifique? Les mesures à prendre pour garantir plus de libertés et d'opportunités pour les citoyens? L'histoire montre que les synergies générées par l'UE apportent beaucoup plus de valeur ajoutée que les décisions nationales. Nous devons reconnaître que l'Union est une entité forte et adaptable, même si elle peut aussi être confrontée à des difficultés. Le public attend clairement plus d'efficacité et de transparence et souhaite que les prises de décisions soient rapprochées des électeurs. Cela étant, les changements nécessaires dans la zone euro ne permettent pas d'éviter une augmentation des pouvoirs supranationaux. L'Union a déjà fait face à des défis plus importants. Je suis quelqu'un d'optimiste, c'est pourquoi j'espère que la Grande-Bretagne ne tardera pas à revenir dans l'Union - et ce sans dérogations, rabais et autres arrangements spéciaux et avec des citovens qui soient pleinement convaincus, en tant que partenaire à part entière et apprécié à sa juste valeur.

#### Ivailo Kalfin

S&D, Bulgarie (2005-2009) ikalfin@gmail.com

## VERS UN SVEXIT OU UNE EUROPE ROUGE-VERTE?

Les Verts européens ont remporté un franc succès aux élections européennes. En Suède, les Verts ont enregistré un certain recul par rapport aux élections européennes de 2014, mais sont en forte progression si l'on se réfère aux élections législatives de 2018. L'opinion suédoise, qui était parmi les plus anti-européennes, est devenue l'une des plus favorables à l'Union. Comment expliquer ce revirement? Après le Brexit, l'Union traverse une période agitée, alors pourquoi ne pas plutôt miser sur un Svexit (retrait de l'Union)? Si l'Union devait tomber aux mains de gens comme Le Pen, Salvini, Orban, Åkesson et toute la clique, la majorité des démocrates ne manqueraient pas de s'interroger sérieusement sur l'intérêt de rester dans l'Union. Mais nous n'en sommes pas encore là! Les forces socialistes et écologistes ont tout intérêt à investir toute leur énergie dans la lutte pour l'avenir de l'Union. Cela ne veut pas dire que les Verts n'ont rien à reprocher à celle-ci. Après les élections européennes, un homme politique écologiste a déclaré au journal Le Monde: «Les Verts sont à la fois critiques à l'égard des institutions européennes et de leur fonctionnement, et profondément européens» (28 mai). En début d'année, l'ancien ministre grec des finances. Yanis Varoufakis a plaidé en faveur d'une stratégie constructive (Vers un printemps électoral, Le Monde diplomatique, mars 2019), affirmant que, même sans modifier les traités de l'Union, on pourrait accomplir bien plus de choses en adoptant une approche alliant socialisme et écologie. La Banque centrale européenne

pourrait, par exemple, émettre des obligations pour générer le montant de 2000 milliards d'euros qui devrait être investi dans les technologies vertes entre 2019 et 2023. Mais une telle politique n'auraitelle pas pour effet de renforcer considérablement la centralisation des pouvoirs de l'Union? Certes, mais l'idée n'est pas de transformer celle-ci en une superpuissance militaire, mais bien d'en faire une grande puissance sur le plan social et écologique. Toutefois, un tel objectif suppose de redoubler d'efforts. Åsa Gunnarsson, professeure de droit fiscal à l'université d'Umeå en Suède, est favorable à l'instauration de niveaux communs de taxation du capital dans toute l'Union afin d'éviter un dumping fiscal. Dans le magazine hebdomadaire ETC à tendance sociale et écologiste, l'eurodéputée libérale Cecilia Wikström prend position contre l'harmonisation des taux d'imposition du capital et préconise un abaissement des taux afin de favoriser nos entreprises européennes - un argument classique chez les libéraux. Le fait que Malin Björk, eurodéputée du parti de gauche, partage ce point de vue, affirmant qu'«autrement, nous risquons de transférer davantage de pouvoirs des parlements nationaux aux bureaucrates de Bruxelles» (ETC 25/2 -19), est quelque peu surprenant. En réalité, les parlements nationaux n'ont pas véritablement de pouvoir en la matière puisque ce domaine est régi par les forces du marché et le capital financier. Le même problème se pose avec le «pilier social», lancé lors d'un sommet social à Göteborg en novembre 2017. Les Rouges-Verts y

sont favorables, à condition que l'on parle de recommandations, et non de législation, car cela serait contraire au fameux «modèle suédois», qui se fonde sur des accords et non sur des lois. Mais si nous voulons éviter un «dumping social», les recommandations risquent de ne pas suffire. Des règles contraignantes sont bel et bien indispensables. À l'origine, l'Union n'avait pas d'objectifs dans les domaines social et écologique. Au cours des années 1970 et 1980, les mouvements rouges et verts ont donc eu raison de rechercher une alternative rouge-verte, se tournant au départ vers l'AELE ou le Conseil de l'Europe. Mais lors du référendum de 1994. la Suède a dit «oui» à l'Union européenne. Il s'est avéré que les pavs «libérés» d'Europe centrale et orientale n'étaient pas intéressés par une alternative à l'Union et voulaient seulement rejoindre celle-ci. C'est ainsi qu'elle s'est élargie à 25 États membres en 2004 (et depuis lors, à 28). Aujourd'hui, tous les pays européens non membres, à l'exception de la Norvège et de la Suisse, font la queue pour y adhérer car il n'y a pas d'alternative à l'Union. Le Brexit ne sera pas suivi d'un Svexit. Au contraire, les Rouges-Verts vont devoir utiliser l'Union comme un outil pour réaliser la transition verte.

#### Per Gahrton

Verts/ALE, Suède (1995-2004) per.gahrton@gmail.com

## **PESTICIDES**

## Pour une véritable protection de l'environnement et de la santé publique! »

Mercredi 16 janvier 2019, la commission spéciale sur la procédure d'autorisation des pesticides par l'Union européenne a adopté son rapport final.

Cette commission avait été créée à la suite du scandale Monsanto papers, qui avait éclaté aux États-Unis. Son mandat visait à identifier et révéler les « défaillances du système européen d'évaluation des pesticides». Parmi ces dysfonctionnements: l'Institut fédéral allemand d'évaluation des risques (BfR) dans son rapport sur le glyphosate, avait incorporé des centaines de pages d'études issues de documents fournis par les représentants des industries. parmi lesquelles Monsanto. De son côté, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), dans ses réponses aux questions posées dans le cadre de la commission spéciale, a estimé qu'il ne s'agissait pas de plagiat. Il est pourtant inquiétant de

constater un recul de la confiance des citoyens envers l'EFSA, qui peut parfois se comprendre, au regard des révélations de nombreux observateurs, analystes et ONG au sujet d'un certain nombre de scientifiques de l'EFSA qui seraient en situation de conflit d'intérêts avec des entreprises industrielles. Quant à l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA), celle-ci avait écarté, faute d'un niveau de preuve suffisant selon elle, plusieurs études indiquant une augmentation d'incidence de certains cancers sur les animaux de laboratoire exposés

au glyphosate.

Pourtant, le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) a reconnu sept études mettant en évidence une incidence accrue de certains cancers chez les animaux. Au cours des neuf mois de travail de cette commission spéciale, il a aussi été question du rôle de certains groupes d'intérêts qui essayent d'influencer la prise de décision, dans un sens qui tend à s'affranchir de l'objectif de protection de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, au motif de défendre des intérêts privés.

## «Il conviendra, dans un futur proche, d'ajouter un objectif de qualité de la production, de respect de l'environnement et surtout de la santé humaine, et animale.»

Concernant la protection des groupes vulnérables, j'ai déposé un amendement invitant la Commission européenne à « insérer dans le règlement [de 2009] des mesures spécifiques permettant la protection effective des groupes vulnérables afin de mettre un terme, sans délai ou dérogation possible, à l'épandage de pesticides sur de longues distances à proximité d'habitations, d'écoles, de crèches, de terrains de jeux, d'hôpitaux, de maternités ou d'établissements de soin ». Il est heureux que cet amendement ait été adopté à une très large majorité (563 députés pour), envoyant un signal fort à la

Commission. En séance plénière, le commissaire Vytenis Andriukaitis a ensuite déclaré qu'il tiendrait compte des recommandations du rapport final adopté. Au-delà de la procédure d'autorisation des pesticides en elle-même, c'est le modèle agricole de l'Union européenne qu'il faut réformer structurellement, en redéfinissant les objectifs de la Politique agricole commune ellemême, de sorte que l'objectif premier ne soit pas l'accroissement généralisé et sans limite de la productivité. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un modèle court-termiste favorisant l'usage d'intrants chimiques pour augmenter temporairement les productions, détruisant l'environnement et augmentant l'incidence des cancers parmi les populations. Il conviendra, dans un futur proche, d'ajouter un objectif de qualité de la production, de respect de l'environnement et surtout de la santé humaine, et animale. Alliées à une agriculture raisonnée, les techniques agricoles nouvelles peuvent montrer des résultats remarquables, notamment via les procédés utilisant la robotisation, venant en appui aux exploitants. Autant de solutions d'avenir à explorer et promouvoir, alliant agriculture et progrès, au service de l'homme et dans le respect de l'environnement.

#### Mireille d'Ornano

EFDD, France (2014-2019) blanchedornano@gmail.com

## GESTION DE LA QUALITÉ TOTALE DANS LE SECTEUR PUBLIC

Dans un récent entretien, Vladimir Poutine a déclaré que la théorie libérale devait céder la place aux mouvements souverainistes et populistes, parce que les peuples devaient reconquérir leur identité. Cela s'articule de deux manières: soit en imaginant l'évolution du processus culturel de formation des peuples; soit en suivant un parcours politique dont on théorise ensuite la nécessité pour justifier a posteriori, par des idéaux ou une idéologie, ses propres choix ainsi que ceux du groupe dominant qui gouverne. Poutine opte pour la seconde. Le libéralisme de Smith et son développement jusqu'à Keynes, Galbraith et les penseurs contemporains ne sont pas obsolètes, comme le prétend Poutine. La mondialisation telle qu'elle a été mise en place avec la création de l'OMC – sans règles aidant le marché à éviter l'accumulation de profits maximaux et la compression des coûts, à commencer par ceux de la main-d'œuvre – n'a fonctionné ni à l'intérieur d'un État, ni au sein d'une zone commerciale, ni dans les relations entre États, comme on peut le constater avec la réintroduction de droits de douane, héritage d'il y a deux siècles.

La mondialisation a besoin de règles pour accompagner les échanges commerciaux entre grandes zones. Ces règles doivent garantir la libre concurrence, fixer un plafond aux parts de marché, de sorte que cinq ou six grandes sociétés ne puissent pas se répartir les zones commerciales du monde, comme c'est le cas aujourd'hui. La Russie n'est pas épargnée par

La Russie n'est pas épargnée par le fléau de l'oligarchie, née avec l'effondrement de l'Union soviétique, lorsque les raiders financiers du marché intérieur ont eu le champ libre pour faire main basse, sur tout ce qui était à leur portée, entraînant l'appauvrissement de la population russe et avantageant un petit nombre d'heureux élus.

De plus en plus de biens se concentrent dans les mains de quelques-uns et que les 1% les plus riches détiennent 47,2% de la richesse mondiale totale (rapport d'Oxfam 2019), il faut des normes pour corriger les dysfonctionnements, sans invoquer un égalitarisme artificiel et irréalisable, ni des politiques souverainistes qui s'opposent à la mondialisation, inévitable dans tous les domaines, et théorisent une autarcie impossible dans les faits. Depuis 1950, les grandes sociétés ont incorporé dans leur philosophie d'entreprise la gestion de la qualité totale (GQT); je pense que les États et les organisations mondiales qui les réunissent – par exemple l'ONU, le G7, le G20, l'Union européenne, l'ALENA, l'ASEAN, l'Union africaine, le Mercosur et la CEDEAO devraient réfléchir à un protocole ratifié par tous les pays, qui consacre le principe de GQT et définisse des - assurer un niveau minimal de publics, urbains, sanitaires,

critères généraux à respecter:
- assurer un niveau minimal de bien-être, grâce aux services publics, urbains, sanitaires, culturels et professionnels;
-garantir la qualité du logement, la protection de l'environnement, la promotion de l'excellence et la défense des identités culturelles;
-évaluer la qualité des biens de consommation, alimentaires ou non, selon des normes fixées par

l'Union européenne: -réduire l'endettement structurel à un pourcentage raisonnable qui permette un amortissement sur dix ans et recourir à un endettement utile qui soit remboursé sur une période brève et bien définie. Voici quelques objectifs à adopter, sans négliger l'aspect financier relatif à l'imposition fiscale, sans léser personne et en garantissant la spéculation financière et créatrice de croissance, mais en justifiant chaque prélèvement fiscal par un but précis dans un domaine spécifique. Le rapport d'Oxfam calcule que si l'on augmentait de 0,5% les prélèvements sur les 1% les plus riches de la planète, on pourrait sauver 100 millions de vies et assurer la scolarisation de tous les enfants pendant les dix prochaines années. Les souverainismes et les populismes sont propres aux classes dirigeantes ayant un faible niveau culturel, social et civique; on triomphe d'eux en offrant aux populations des perspectives constantes d'évolution et de croissance, quels que soient les aléas de la vie.

Les membres du PPE ont d'abord appelé cela «économie sociale de marché»; le nom de «gestion de la qualité totale» s'est ensuite imposé. Nous devrions travailler dans cette direction en y associant les mouvements internationaux socialiste, libéral et écologique pour remédier aux grandes injustices: instituons la gestion de la qualité totale dans le secteur public.

#### Vitaliano Gemelli

PPE-DE, Italie (1999-2004) vitalianogemelli@gmail.com

## **FOCUS**

## COMPÉTITIVITÉ ET BIEN-ÊTRE DANS L'UE



## **UN PILIER DU PILIER**

La Commission européenne avec l'appui très majoritaire du Parlement européen sortant, ont pris la sage décision de donner un coup de rein à la dimension sociale européenne. C'est tout à l'honneur de Monsieur Juncker et. surtout. de l'excellent mandat de Madame Marianne Thyssen, Commissaire d'Emploi et Affaires sociales, ainsi que de très nombreux collègues eurodéputés.

"La Commission a répondu avec la proposition de directives effectives que Parlement et Conseil ont entérinées. Parmi ces directives il en est une qui a réuni de gros efforts et acquis de l'importance aux veux de tous : la Directive sur la previsibilité et la transparence des conditions de travail en Europe."



Il y eut un point d'inflexion, et ce fut le sommet des chefs de Gouvernement à Gothembourg avec la déclaration sur les 20 points du Pilier social européen et la volonté politique de porter des efforts et des énergies redoublés au renforcement de l'Europe sociale.

Ensuite, le Parlement, représentant la société européenne, a exigé de passer des principes à l'action. La Commission a répondu avec la proposition de directives effectives que Parlement et

Conseil ont entérinées. Parmi ces directives (Autorité européenne du travail, conciliation de la vie familiale, protection contre substances toxiques au travail..) il en est une qui a réuni de gros efforts et acquis de l'importance aux yeux de tous : la directive sur la previsibilité et la transparence des conditions de travail en Europe.

Ce texte fuit les disputes juridiques sur les différentes définitions codées dans les Etats Membres et assure des droits minima à tous les citoyens

européens qui maintiennent une relation de dépendance économique, organisationnelle et sous la direction d'une autre personne ou entreprise. En cas de doute, référence est faite à la jurisprudence de la Cour européenne, qui tranchera en dernière instance. Les travailleurs indépendants sont explicitement exclus. Il s'agit donc d'une directive de droits minima pour tout citoyen européen qui travaille en relation de dépendance une moyenne minimale de





Égalité des chances et accès au marché du travall

- Education, formation et apprentissage tout au long de la vie
- Égalité des sexes.
- Equité des chances. Soutien actif à l'emploi

Conditions de travail équitables

- ▶ Emplois sûrs et
- adaptables
- Salaires
- Informations sur lesconditions d'emploi et la orotection en cas de licenciement
- Dialogue social et participation des travailleurs.



#### Protection sociale et inclusion sociale

- Accueil de l'enfance et aide à l'enfance
- Protection sociale
- Prestations de chômage
- Reverso minimum
- Prestations de vieillesse et pensions.
- Soins de santé
- Equilibre entre vie professionnelle et vie privée • Environnement de travail sain, sûr et adapté, et protection des données
- Inclusion des personnes handicapées
- Soins de longue durée
- Logement et aide aux sans-abn. Accès aux services essentiels.

#### 12 heures par mois.

Pour ces travailleurs la directive actualise et renforce, en premier lieu, les droits informatifs fondamentaux dès le premier jour de contrat : salaire, lieu de travail, horaire standard ou frange prévisible, date de début, tâches à accomplir... Exceptionnellement un délai de sept jours peut surgir. D'autres informations (sécurité sociale, par exemple) sont obligatoires avec un peu plus de temps pour soulager la bureaucratie chez les PME. Un objectif évident de cette Directive consiste à protéger les travailleurs des nommées « nouvelles formes de travail» (Plateformes digitales, clickers, sur demande, etc...). Et même en prévoyance de nouvelles formes qui viendront suivant la technologie. Le texte stoppe les abus et impose des limites à la disponibilité horaire avec des préavis raisonnables. Les travailleurs auront le droit d'exercer pour diverses compagnies, d'être récompensés si un travail leur est annulé trop tardivement, et de refuser sans conséquences des tâches qui leur soient demandées hors des créneaux horaires accordés. D'autres droits sont reconnus ou renforcés, surtout dans le cas de la formation, qui devra se faire en horaire de travail et aux frais de l'engageant, par exemple. Les périodes d'essai sont blindées également contre tout abus et répétition.

Pour finir, nous voudrions indiquer que cette Directive, qui modernise d'un coup les marchés de travail des États Membres, est en fait un point de départ. C'est le déclenchement d'un processus de chaque marché du travail national pour se moderniser et s'adapter aux nouvelles circonstances contractuelles. Le tout sous le parapluie et l'appui des Institutions



Européennes pour continuer sur la voie de la cohésion sociale et du renforcement du « level playing field». L'Europe des citoyens avance!

## **Enrique Calvet Chambon**

Rapporteur sur la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles dans l'Union européenne ALDE, Espagne (2014-2019) ecalvetch@hotmail.com

## RÔLE ESSENTIEL DE L'AET POUR LA COMPÉTITIVITÉ

La nouvelle Autorité européenne du travail (AET) sera en principe opérationnelle d'ici fin 2019 et siègera à Bratislava. L'appel lancé en septembre 2017 par Jean-Claude Junker, président de la Commission européenne, a été suivi d'une proposition de la Commission en mars 2018 et d'un travail considérable mené par le huitième Parlement européen et par le Conseil. Ces efforts ont abouti en un temps record à l'élaboration d'un projet de règlement portant sur la création de l'AET à la mi-février 2019, qui a déjà été adopté par le Parlement le 16 avril dernier.

Cet enchaînement prouve que tous reconnaissent le besoin pressant de mettre la liberté de circulation des citoyens dans l'ensemble de l'Union, en matière de protection et de promotion, sur un pied d'égalité avec les trois autres libertés concernant les marchandises, les services et les capitaux. La mission principale de l'Autorité consiste dès lors à assister les États membres et la Commission dans leur mise en œuvre effective du droit de l'Union en matière de mobilité de la maind'œuvre et dans la coordination des systèmes de sécurité sociale à

#### RÔLE ET VALEUR AJOUTÉE DE L'AUTORITÉ EUROPÉENNE DU TRAVAIL

- Aider les États membres à permettre aux particuliers et aux employeurs d'accéder aux informations sur leurs droits et obligations ainsi qu'aux services pertinents ;
- Soutenir la coopération entre les États membres dans l'application transfrontalière du droit de l'Union pertinent, notamment en facilitant les inspections concertées et conjointes et en luttant contre le travail non déclaré ;
- Servir de médiateur dans les cas de litiges transfrontaliers entre autorités nationales.

Plus d'informations ici: https://ela.europa.eu/index.html

l'intérieur de l'Union.

À cet effet, l'AET: a) facilite l'accès aux informations relatives aux droits et aux obligations en ce qui concerne la mobilité de la main-d'œuvre et les services correspondants; b) favorise et renforce la coopération entre les États membres en ce qui concerne le respect du droit pertinent de l'Union, notamment en facilitant l'organisation d'inspections concertées et communes; c) assure une médiation et facilite la recherche de solutions en cas de différends transfrontières. L'AET est également chargée de renforcer la coopération

entre les États membres dans la lutte contre le travail non déclaré et d'autres situations qui mettent en péril le bon fonctionnement du marché intérieur, telles que les sociétés «boîte aux lettres» et le faux travail indépendant, sans préjudice de la compétence des États membres de décider de mesures nationales.

"Cet enchaînement prouve que tous reconnaissent le besoin pressant de mettre la liberté de circulation des citoyens dans l'ensemble de l'Union, en matière de protection et de promotion, sur un pied d'égalité avec les trois autres libertés concernant les marchandises, les services et les capitaux."



## ET LE BIEN-ÊTRE EN EUROPE



L'Autorité est de ce fait appelée à jouer un rôle essentiel: elle doit faire du socle européen des droits sociaux une réalité pour tous les citoyens européens sans exception, quel que soit leur État membre d'origine. Elle doit également permettre aux entreprises européennes de parvenir à une compétitivité accrue en se fondant sur un partenariat social, 'une négociation collective et une durabilité environnementale à part entière. La tentation pour les entreprises de succomber à la vision à court terme et au nivellement des salaires par le bas explique

Georgi Pirinski à la session plénière du PE ©Union européenne la multiplication des cas graves d'exploitation et d'abus de la maind'œuvre mobile. Elle sape par ailleurs les fondements mêmes du sentiment d'allégeance à l'Union des citoyens ainsi que de leur désir de travailler de manière efficace et productive.

"La mission principale de l'Autorité consiste dès lors à assister les États membres et la Commission dans leur mise en œuvre effective du droit de l'Union en matière de mobilité de la main-d'œuvre et dans la coordination des systèmes de sécurité sociale à l'intérieur de l'Union."

Désormais, le défi majeur de l'AET est de prouver qu'elle peut apporter une valeur ajoutée essentielle au bon fonctionnement du marché unique du travail au moyen de la convergence des salaires et de la sécurité sociale. Le cadre juridique qui a été convenu comprend des

- dispositions cruciales en ce sens:
   plutôt que d'être débordée par
  une multitude de tâches, l'AET doit
  essentiellement concentrer ses efforts
  sur le dumping social, les sociétés
  «boîte aux lettres», le travail non
  déclaré, le faux travail indépendant
  et la mise en œuvre de la législation
  sociale et du travail;
- elle tient à jour une page internet faisant office de portail unique d'accès aux informations et aux services nationaux en matière de mobilité de la main-d'œuvre au sein de l'Union;
- chaque État membre enverra un agent de liaison à l'AET de manière à garantir une coopération directe entre les autorités nationales;
- quatre représentants des partenaires sociaux et un expert indépendant du Parlement européen compteront parmi les membres du conseil d'administration. Les partenaires sociaux pourront par ailleurs saisir l'AET d'affaires individuelles. Il est à présent crucial de fournir un appui tripartite solide au lancement en temps utile de l'AET et à son bon fonctionnement, et ce afin de garantir la libre mobilité de la main-d'œuvre et la concurrence loyale des entreprises.

## **Georgi Pirinski**

Rapporteur fictif S&D pour la position du PE sur le règlement relatif à l'AET S&D, Bulgarie (2014-2019) georgi.g.pirinski@gmail.com

## UN NOUVEAU DÉPART POUR L'EUROPE SOCIALE?

La crise économique qui a éclaté il y a une dizaine d'années a profondément marqué les travailleurs. Les salaires de nombreux citoyens ont moins de valeur qu'il y a dix ans, et le travail ne constitue plus une garantie contre la pauvreté. La confiance en l'avenir des jeunes générations s'est évanouie. Coupes dans les services publics, progression du travail précaire, creusement des inégalités, mondialisation incontrôlée... Autant de défaillances qui ont mené à une perte de confiance des citovens envers les représentants des courants politiques dominants et à une montée en puissance des forces populistes, eurosceptiques, nationalistes et d'extrême droite. Le socle européen des droits sociaux, adopté par l'Union européenne en 2017, offre une lueur d'espoir. Il est la preuve que l'Union peut constituer un moteur de progrès social. Les initiatives qui ont fait suite au socle, comme la directive concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée ou celle relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles, tout comme d'autres mesures telles que

la création de l'Autorité européenne du travail, engendrent un élan qui doit être préservé.

Ces deux directives, une fois transposées dans le droit national, amélioreront de manière concrète et tangible la vie des travailleurs.

"Coupes dans les services publics, progression du travail précaire, creusement des inégalités, mondialisation incontrôlée... Autant de défaillances qui ont mené à une perte de confiance des citoyens envers les représentants des courants politiques dominants et à une montée en puissance des forces populistes, eurosceptiques, nationalistes et d'extrême droite."



Jeune femme à la recherche d'un emploi dans une agence pour l'emploi ©Union européenne

La directive «Équilibre entre vie professionnelle et vie privée» facilite quelque peu la vie des parents et des aidants proches qui travaillent. Dix jours de congé de paternité au moment de la naissance d'un enfant rémunérés à hauteur de la prestation de maladie, cinq jours de congé par an pour les aidants proches (même si ce congé n'est malheureusement pas obligatoirement rémunéré), droit pour les parents et les aidants proches de demander des formules souples de travail, auxquelles les employeurs doivent répondre et iustifier leur refus le cas échéant. réduction de quatre à deux mois de la durée non transférable de congés parentaux (donc, au lieu qu'un des parents, généralement la mère, puisse prendre huit mois, le père doit prendre au moins deux mois, sinon ceux-ci sont perdus pour les deux)... Cette directive n'est pas parfaite, mais elle constitue certainement un pas dans la bonne direction. La directive relative à des conditions de travail transparentes et prévisibles octroie pour sa part des droits considérables, tels qu'un délai de prévenance raisonnable en matière de temps de travail ou encore le droit à être rémunéré si des tâches sont annulées au dernier moment.



Elle limite également les pratiques d'exploitation grave, comme le fait de faire supporter aux travailleurs le coût des formations nécessaires à l'exécution de leurs tâches, de même qu'elle limite les périodes d'essai à six mois et interdit aux employeurs d'empêcher les travailleurs d'exercer un emploi auprès d'un autre employeur en dehors de l'horaire de travail établi auprès du premier employeur. Cette directive ne va pas aussi loin que prévu: elle n'interdit pas les contrats «zéro heure» et exclut certains travailleurs, par exemple. Elle représente cependant une avancée non négligeable pour les personnes occupant des emplois précaires. De la même manière, l'Autorité européenne du travail contribuera à la bonne application du droit du travail européen et à la lutte contre les abus en matière de mobilité de la main-d'œuvre, de sécurité sociale et de détachement des travailleurs. L'Union doit toutefois voir bien plus loin que ces premières initiatives positives de la Commission Juncker. Le socle européen des droits sociaux doit être pleinement mis en œuvre. Les principes énoncés dans le socle, tels que l'égalité entre les femmes et les hommes, les salaires justes, l'emploi sûr et adaptable, le dialogue social mais aussi la négociation de

conventions collectives doivent être mis en pratique dans tous les États membres sans exception. La nouvelle Commission et le nouveau Parlement doivent poursuivre le travail entrepris par Jean-Claude Juncker et montrer la voie en assurant ces droits sociaux grâce à une combinaison de législation, du semestre de coordination des politiques économiques et sociales de l'Union, du budget de l'Union et d'autres initiatives. La mise en œuvre ne doit pas seulement se produire au niveau européen: elle doit également être réalisée à l'échelle nationale. Pour les syndicats, la priorité absolue doit être accordée aux actions visant à renforcer les négociations collectives, c'est-à-dire les négociations relatives aux salaires et aux conditions de travail menées entre les syndicats et les employeurs. Cet aspect est crucial, non seulement parce que les négociations collectives influencent grandement le niveau de vie des travailleurs, mais aussi parce qu'elles ont cessé d'exister dans de nombreux États membres depuis la crise. Ces négociations permettent en outre d'atteindre nombre d'objectifs majeurs du socle: salaires justes, égalité entre les femmes et les hommes, environnement de travail sain et sûr ou encore droit à la

formation et à l'apprentissage tout au long de la vie.

Au cours du nouveau mandat des institutions européennes, les syndicats chercheront à progresser dans d'autres domaines: hausse de l'investissement public et privé pour créer des emplois de qualité, transition socialement équitable et juste vers une économie numérique neutre en carbone, élargissement des droits et de la protection des travailleurs atypiques et indépendants, objectif zéro cancer d'origine professionnelle ou encore initiatives destinées à réduire les inégalités salariales aux échelles nationale et de l'Union, y compris les écarts de salaires entre hommes et femmes et entre l'Europe de l'Est et de l'Ouest.

Il est rassurant de constater que les principaux partis politiques démocratiques sont prêts à créer une nouvelle alliance pro-européenne au Parlement européen et à exclure les nationalistes extrémistes et les eurosceptiques (qui, soyons honnêtes, n'apportent aucune solution aux défis actuels). Toute nouvelle alliance ne peut cependant se contenter d'être seulement démocratique: elle doit faire de la justice sociale et climatique sa plus grande priorité.



#### Luca Visentini

Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) @VisentiniLuca

# **ACTIVITÉS DE L'AAD**



## RÉSEAU DES ANCIENS DÉPUTÉS

## **«NOUS RENDONS VISIBLE L'INVISIBLE»**

www.maxiv.se, la première source de rayonnement synchrotron au monde, situé à Lund, en Suède. Le site s'étend à perte de vue. L'intérieur du laboratoire MAX IV est un concentré de technologie. Les vingt bâtiments du site accueillent 270 collaborateurs, qui représentent actuellement 140 nationalités différentes. Le laboratoire est ouvert à plus de 2000 chercheurs, qui travaillent sur 25 lignes de lumière synchrotron. Leur objectif est de dévoiler la structure la plus infime de n'importe quel matériau. MAX IV est notamment financé par des entreprises, des régions et des universités de Suède, du Danemark, de Norvège, de Finlande et d'Estonie: la coopération européenne est le secret de la réussite!

C'est le credo de MAX IV

Selon la brochure d'information de MAX IV, les scientifiques se servent de rayons X à forte intensité et très ciblés afin d'examiner la structure et la surface des molécules avec un niveau de détail jamais atteint auparavant. Des chercheurs en biologie, en physique, en chimie, en écologie, en géologie, en ingénierie et en médecine peuvent bénéficier de cette technologie. Cependant, la majeure partie de la recherche menée au centre est fondamentale, c'est-à-dire qu'elle s'intéresse à la question de savoir comment les atomes et les molécules forment différents matériaux et organismes vivants.

Outre MAX IV, la délégation FP-AP a visité, sur le même site, le parc scientifique IDEON et l'ESS (source européenne de spallation) www.esss.se.

Il s'agit, selon la brochure

mentionnée plus haut, de l'un des plus grands projets d'infrastructure scientifique en cours de construction en Europe à l'heure actuelle. Conçu pour générer des faisceaux de neutrons dans un but scientifique, l'ESS profitera à une grande variété de travaux, de la recherche fondamentale à la conception de matériaux, de la conservation du patrimoine au magnétisme.

Ce sont environ 500 salariés et 1000 entreprises, de l'Union européenne et d'ailleurs, qui participent ici à la recherche.

L'ESS coopère avec la communauté scientifique internationale afin de garantir que les innovations scientifiques de demain, conçues par les scientifiques pour les scientifiques, servent de moteur pour toute l'Europe.

La journée précédente a été bien remplie par le séminaire FP-AP sur le thème «Changement climatique: que pouvons-nous faire?», auquel a participé un panel d'experts exceptionnel: Markus Paulsson, expert en stratégie énergétique pour la ville de Lund, Lars J Nilsson, professeur en études des systèmes énergétiques et environnementaux; Fredrik NG Andersson, maître de conférences au sein du département d'économie, et Roger Hildingsson, chercheur au sein du département de sciences politiques. Le séminaire a été animé par Kimberly Nicholas, maître de conférences en sciences de la durabilité. Nous avons été les hôtes de la ville de Lund, représentée par Frederik Ljunghill, conseiller municipal, ainsi que de l'université de Lund, dont le recteur, Torbjörn von Schantz, nous a souhaité la bienvenue. L'esprit de découverte

européen était présent partout. L'horloge astronomique de la cathédrale romane de Lund et le musée des esquisses ont complété un séjour exhaustif et excellent, organisé par Rune Rydén, l'actuel président du FP-AP (lisez également son article sur le séminaire), ainsi que la troïka qui forme le secrétariat, Krist Decannière, Lisette Hermans et Roland Roblain. La situation politique actuelle a notamment été abordée par Walter Schwimmer, ancien secrétaire général du Conseil de l'Europe. Jean-Pierre Audy, membre de l'AAD, a fait une déclaration très bien accueillie sur le futur de l'Union européenne à la suite des élections au Parlement européen de mai 2019. Il souligne l'augmentation de la participation aux élections et le fait que le redouté tsunami des partis d'extrême droite n'a pas eu lieu. Il a conclu par les termes suivants: «Oui, les élections européennes de mai 2019 sont une bonne nouvelle pour l'Union européenne, pour la paix, pour la fraternité et pour la prospérité du peuple européen!» Le prochain séminaire se tiendra en Sardaigne en octobre prochain, et portera sur «l'histoire des échanges de la Sardaigne avec le continent et les pays méditerranéens». Là encore,il s'agira de «rendre visible l'invisible»!

## **Brigitte Langenhagen**

Membre du Conseil d'Administration de l'AAD Vice-présidente du FP-AP PPE-DE, Allemagne (1990-2004) brigitte-langenhagen-cux @t-online.de

## CHANGEMENT CLIMATIQUE- COMMENT Y FAIRE FACE?

En 2006, la FP-AP a organisé à Stockholm un séminaire sur le réchauffement mondial. En juin dernier, un autre séminaire sur le changement climatique et les moyens d'y faire face a été organisé à Lund, dans le sud de la Suède. Au cours du XIXe siècle, les scientifiques ont constaté que les gaz contenus dans l'atmosphère pouvaient générer un «effet de serre» influencant la température de la Terre. Au tournant du siècle, Svante Arrhenius a calculé, en Suède, que les émissions des industries pourraient entraîner une augmentation de la température allant jusqu'à 3°C. Des échantillons de glace et d'autres preuves des conditions climatiques ayant prévalu dans un lointain passé montrent que l'augmentation du niveau du dioxyde de carbone dans l'atmosphère est associée à la hausse des températures à l'échelle mondiale. Les activités humaines, la combustion des énergies fossiles et le défrichement des terres, ont augmenté la concentration de dioxyde de carbone, de méthane et d'autres gaz qui retiennent la chaleur dans l'atmosphère. Depuis le début de la révolution industrielle, la concentration de dioxyde de carbone dans l'atmosphère a augmenté de 50%. Elle atteint, pour la première fois en un million d'années, plus de 400 ppm. Près de 80% de l'énergie mondiale est aujourd'hui produite à base de combustibles fossiles, provoquant une augmentation rapide des émissions de dioxyde de carbone issues de ces sources d'énergie. Étant donné que les excédents de

dioxyde de carbone demeurent dans

l'atmosphère pendant des siècles, il faudra plusieurs décennies avant que les concentrations n'atteignent leur plus haut niveau et ne commencent à baisser, même si des efforts concertés visant à réduire les émissions sont déjà entrepris. Enrayer la tendance au réchauffement sera donc un processus longue.

L'Arctique montre des signes de réchauffement rapide, car, dans cette région, la tendance au réchauffement est amplifiée par les changements dus à l'absorption locale de chaleur augmentant à mesure que la glace fond. Un rapport montre que depuis trente ans, le volume de glace marine chute de 8% tous les dix ans, et que les températures ont augmenté de 3 à 4°C dans certaines régions du nord de l'Alaska et de la Sibérie.

Comment pouvons-nous faire face à cette situation sur le court terme? D'après les chercheurs, d'ici 2020, un pays tel que la Suède n'aura aucun mal à atteindre l'objectif consistant à réduire de 40% ses émissions de dioxyde de carbone par rapport à 1990. Toutefois, ces émissions ont, été réduites de 18% seulement par rapport à celles de 1990. L'objectif des 40% de réduction peut être atteint dans le cadre actuel de la politique climatique. Il ne requiert pas de changements fondamentaux en matière de technologie ou d'énergie. Il convient de mettre l'accent sur la promotion de l'efficacité et l'utilisation d'autres carburants. Parmi les solutions, on retrouve les systèmes de chauffages urbains ou l'utilisation de la bioénergie et de l'électricité renouvelable, éolienne ou solaire. Il est crucial de compléter le système économique actuel par un arsenal plus durable et évolutif.

La production d'acier et de ciment engendre beaucoup d'émissions de dioxyde.

Aujourd'hui, des recherches visent à permettre une production d'acier sans recours au charbon. Si ces recherches s'avèrent fructueuses, elles pourraient changer la donne en matière de production traditionnelle d'acier. De même pour la production de ciment, même si la réduction d'émissions sera moins importante.

Il nous faut choisir les meilleures options en matière de nouvelles solutions techniques dans le secteur du transport. Les scénarios et perspectives futures sont des instruments essentiels au progrès des connaissances en matière d'élimination progressive des émissions. Dans 30 à 50 ans, les normes et les comportements vont évoluer dans nos sociétés. La motivation sociale encourageant de tels changements est essentielle à une transition sans heurt vers une société sans carbone.

Comment peut-on convaincre les citoyens d'un petit pays tel que le Danemark, de réduire leurs émissions s'ils ne contribuent qu'à 0,1% de la pollution et des émissions de dioxyde à l'échelle mondiale? La technologie nous permet certes de réduire les émissions, mais la question est de savoir comment nous pouvons convaincre les citoyens. Et c'est là toute la question!

Par ailleurs, n'oublions pas la question de la croissance démographique, mais cet aspect pourrait à lui seul faire l'objet d'un autre séminaire.

## Rune Rydén

Président du FP-AP rune.ryden@telia.com

## VISITE AU CANADA - 2 ET 3 JUIN 2019

Ma participation à l'assemblée annuelle de l'Association canadienne des ex-parlementaires (ACEP) m'a confortée dans l'idée que nouer des relations de collaboration avec d'autres organisations qui, à l'échelle mondiale, poursuivent des objectifs semblables aux nôtres constitue l'un des meilleurs investissements que nous puissions consentir pour que notre association reste dynamique et progresse en étant parfaitement intégrée dans la réalité du monde dans lequel nous vivons. Par collaboration, j'entends un échange d'informations, d'expériences, d'idées et de méthodes de travail qui favorisent l'innovation et accroissent l'efficacité de nos actions. Cette participation a également renforcé ma conviction quant au rôle crucial que peuvent jouer des associations comme les nôtres dans la construction d'un monde meilleur: la connaissance, le leadership, l'engagement et l'expérience de la majorité des ex-parlementaires ont une valeur inestimable et il ne faut surtout pas les gaspiller. L'objectif de l'ACEP est d'œuvrer pour consolider la démocratie dans le monde. Certains membres de l'Association, comme Léo Duguay, son ancien président, sont de vrais experts en la matière.

Au cours des différents évènements organisés, j'ai eu l'occasion de



rencontrer des ex-parlementaires et d'anciens sénateurs issus de différents groupes politiques et d'échanger avec eux. Tous s'accordaient à dire que leur participation active à l'Association répondait à leur souhait de continuer à servir leur pays.

L'accueil qu'ils m'ont réservé était plus que chaleureux et notre dénominateur commun a été l'intérêt que nous portons à l'Union européenne: ils m'ont principalement questionnée au sujet de l'issue des élections au Parlement européen, de l'avenir du Brexit, des relations entre l'Union européenne et le gouvernement Trump et de la situation en Catalogne. Dorothy Dobbie, la présidente actuelle de l'Association, avec qui j'avais dîné la veille, m'a offert la possibilité de m'exprimer lors de l'assemblée. L'Association canadienne bénéficie d'un grand soutien institutionnel de la part de la Chambre des communes et du Sénat. Les deux autres orateurs et moi-même avons évoqué les thématiques les plus actuelles pour le pays: les tensions avec les États-Unis au sujet de la ratification de l'ALENA, la situation du Québec ou encore la crise ouverte avec la Chine après l'arrestation de Meng Wanzhou, directrice financière de Huawei et fille de son fondateur, accusée d'avoir violé les sanctions contre l'Iran. Nous avons également abordé d'autres sujets, comme l'Arctique et les communautés indigènes, qui m'ont particulièrement intéressée. Le Canada est l'un des cinq pays souverains en Arctique, c'est-à-dire qui possèdent le droit d'exploiter ses ressources et à qui incombent la préservation de l'écosystème du

territoire. L'Arctique représente 40% du territoire canadien et fait partie intégrante de l'identité nationale. Une majorité de ses 115 000 habitants est constituée d'indigènes qui ont un accès réduit au logement, à l'éducation et à la santé et qui éprouvent des difficultés à produire des aliments frais à l'échelle locale en raison des conditions de vie dans la région. Par ailleurs, les incidences du changement climatique auxquelles l'Arctique fait face aujourd'hui sont à la fois source de défis et de possibilités.

La population indigène s'accroît quatre fois plus vite que le reste de la population, et les langues indigènes font l'objet d'un vif regain d'intérêt. Cette visite a été très constructive et, même si certaines activités ressemblaient beaucoup aux nôtres (publication de la revue «Suite à la Colline», visites techniques, séminaires, conférences et rencontres régionales), j'ai pris bonne note de tous les éléments qui m'ont particulièrement intéressée pour les mettre en place dans notre association.

J'aimerais pour terminer avoir une pensée pour un collègue et ami, le sénateur Pierre Claude Nolin, avec qui j'ai partagé de nombreuses heures de travail au sein de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, et qui nous a quittés en 2015 alors qu'il présidait le Sénat canadien. Nous garderons tous de lui le souvenir d'une personne remarquable.

#### Teresa Riera Madurell

Secrétaire de l'AAD S&D, Espagne (2004-2014) trierama@gmail.com

## VISITE SOUS LA PRÉSIDENCE

## VISITE EN ROUMANIE - 3 ET 4 JUIN 2019

Une rencontre personnelle vaut plus que de nombreux articles de journaux. C'est pourquoi l'AAD a visité Bucarest dans le cadre de la Présidence Roumaine du Conseil de l'UE.

La visite des Anciens Membres du Parlement européen à Bucarest s'est déroulée sous l'arrière-fond d'événements politiques importants. Avec un taux de participation de 51,07% à l'élection européenne, la population Roumaine a confirmé son adhésion à l'Union européenne. Le référendum décrété par le Président de la Roumanie Klaus W. Johannis et suivi par 83% des votants, a eu des conséquences internes.

La visite au Musée du village national Dimitrie Gusti, un musée ethnographique en plein air, présente de manière impressionnante la vie traditionnelle roumaine du village. Nous avons pu connaître les modes de vie passés dans différentes régions de Roumanie.

M. Stephan Meuser, représentant de la Fondation Friedrich Ebert en Roumanie, nous a donné un aperçu des particularités culturelles et de la situation politique en Roumanie, avec un accent sur les infrastructures, le secteur des bas salaires, la corruption et le résultat des élections européennes.

La Délégation de l'AAD à l'Université Nationale d'Etudes Politiques et d'Administration Publique Le Recteur Rémus Pricopie de l'École nationale d'études politiques et administratives nous a chaleureusement accueillis dans le prestigieux bâtiment de l'Université. L'échange avec les étudiants était convivial, étant donné le potentiel hautement qualifié des étudiantes et que nous avions beaucoup de temps à discuter après l'introduction de la déléguée Erna Hennicot Schoepges. Les étudiants ont été bien informés et ont posé de nombreuses questions sur l'avenir de l'Europe, y compris, le conflit sur le Brexit.

Le Gouverneur de la Banque centrale de la Roumanie M. Mugur Isarescu a exposé la situation monétaire, faisant état du statut d'indépendance de la Banque. L'adhésion à l'Euro a été au coeur de nos discussions, de même que le développement économique interne, qui souffre d'un déséquilibre notable entre les zones rurales et les villes. M. Nicusor Ruiu, membre du comité de la Banque, a organisé une visite du musée de la Banque et un tour dans le prestigieux bàtiment. Quatre musiciens très qualifiés de l'Orchestre Philharmonique Paul Constantinescu, ont enrichi le dîner offert par le Parlement Roumain. Cette atmosphère nous a permis un riche échange de vues.

Le lendemain, la réunion avec la délégation au Palais du peuple, a été présidée par les Présidents de la Commission des affaires européennes et des affaires étrangères de la Chambre des Députés Roumaine, M. Angel Tîlvãr et Mme Rozália-Ibolya Biró, ainsi que les Présidents de la Commission des affaires européennes et des Affaires Ètrangères du Sénat Roumain Mme Gabriela Creţu, et M. Cristian

Dumitrescu, anciens membres du Parlement européen.

L'ancien membre du Parlement européen et actuel membre de la Chambre des Députés roumaine, au titre de représentant de la minorité de Transylvanie, M. Ovidiu Gant nous avait rejoints à la réunion. Les discussions ont porté sur l'accès à l'espace Schengen ainsi que sur la situation extraordinaire de la Roumanie pour les questions de défense commune.

A l'institut de physique nucléaire de Mugurele, projet cofinancé par le fonds européen de développement régional, les chercheurs nous ont présenté le projet ELI. Il s'agit de la recherche la plus avancée au niveau mondial de physique photo nucléaire. Le laser et son utilisation ainsi que la recherche fondamentale sur les déchets nucléaires auxquelles s'appliquent 250 chercheurs, s'opèrent dans des lieux vastes, dont les spécificités de la construction forcent l'admiration. Le directeur technique de l'institut, le Dr. Calin Alexandru Ur a fait état du manque de chercheurs en physique nucléaire et exposé son programme de recrutement international. La culture, la politique et les différentes réunions avec les Roumains ont souligné l'importance de telles visites de l'AAD dans d'autres pays.

### **Brigitte Langenhagen**

PPE-DE, Allemagne (1990-2004) brigitte-langenhagen-cux @t-online.de

## **Erna Hennicot-Schoepges**

PPE-DE, Luxembourg (2004-2009)

## INSÉCURITÉ EUROPÉENNE

Au cours de la visite de l'association en Roumanie du 2 au 4 juin – visite très intéressante et très bien organisée –, nous avons rencontré des professeurs et des étudiants de l'université nationale de sciences politiques et d'administration publique. Durant le débat, l'un des membres de l'université a demandé quelle était la cause de la division et de l'instabilité politique dont témoignaient les résultats des élections au Parlement européen, qui s'étaient déroulées quelques jours plus tôt.

Alors que j'écoutais cette question, j'ai noté le mot «insécurité». Je crois que l'émergence et la consolidation des idées politiques d'extrême gauche et d'extrême droite, démontrées par les résultats des élections au Parlement européen, résultent d'un sentiment d'insécurité lié au fait que les citoyens ne ressentent plus d'appartenance à l'Union européenne. En effet, celle-ci n'est plus, à leurs yeux, en mesure de garantir la stabilité et les avancées individuelles et collectives qui étaient attribuées à cette appartenance. L'État-providence représente l'une

des plus grandes réussites de l'Union, sinon la plus grande, et constitue le système d'aide sociale le plus large et le plus complet des grandes régions développées du monde. L'Europe occidentale, émergeant des cendres de la Seconde Guerre mondiale, a bâti des sociétés dotées de garanties sociales qui ont apporté un niveau de sécurité très élevé aux citoyens. L'État-providence a été et reste la principale réussite de nos sociétés, et les garanties qu'il offre étaient auparavant associées au fait d'appartenir à l'Union.

La grande récession et ses conséquences ont mis fin à ce sentiment de sécurité. Le niveau de l'aide proposée a baissé de manière évidente. La dette qui frappe de nombreux États membres empêche ces derniers de remédier au problème. Les politiques visant à stabiliser le déficit dans les États membres de la zone euro ou à le ramener à un niveau antérieur forcent depuis longtemps ces États à une riqueur budgétaire qui les empêche de répondre aux attentes d'une partie importante de leur population, laquelle exige

des améliorations et dénonce l'augmentation des inégalités au sein de la société. L'insécurité concernant les retraites, le travail précaire et les bas salaires empêchent les jeunes d'accéder dignement au logement et de faire des projets d'avenir leur garantissant une vie stable et leur permettant de fonder une famille. Nous sommes bien entendu sortis de la grande récession, et les taux de croissance pointent en permanence vers une reprise économique; mais cela ne suffit pas à réduire une dette trop élevée, ni à redresser la situation de la classe moyenne, garante de la stabilité de la société, ni encore à améliorer la situation des jeunes qui, dans de nombreux États membres, sont les plus touchés par le chômage. De manière générale, dans les sociétés européennes, de nombreuses couches de la population sont aujourd'hui victimes de l'insécurité et du manque de perspectives d'amélioration. D'après tous les sondages d'opinion, nous sommes confrontés à la première génération qui croit que celle qui lui succédera sera moins bien lotie. Je pense que cette insécurité face à l'avenir, inexistante avant la grande récession, a sapé les fondements du consensus social relatif à l'adhésion à l'Union européenne. Elle a ainsi donné naissance aux mouvements d'extrême gauche et d'extrême droite que nous avons analysés lors de notre visite en Roumanie au lendemain des élections au Parlement européen.



Carles A. Gasòliba i Böhm ELDR, Espagne (1986-2004) cgasoliba@gmail.com

## PROGRAMME PE AU CAMPUS

## VISITE À L'UNIVERSITÉ LA PLUS ORIENTALE DE L'UE

L'Université Alexandru-Ioan-Cuza, à lasi, n'est pas seulement l'université la plus orientale de l'Union, mais aussi la plus ancienne de Roumanie. Fondée en 1860, bon nombre de ses bâtiments datent d'avant la Première Guerre mondiale (lorsque la Roumanie était riche et pouvait se permettre de luxueux investissements). Les 26000 jeunes gens qui y étudient aujourd'hui bénéficient d'une atmosphère toute particulière: l'université dispose d'une multitude de résidences, de restaurants, de parcs, de bibliothèques, mais aussi de librairies d'occasion (malgré la proximité d'une grande faculté d'informatique, on y lit encore des livres traditionnels) et d'un somptueux jardin botanique, et même de son propre hôtel afin d'accueillir les amis scientifiques en visite. Elle entretient des échanges internationaux intensifs et encourage ses étudiants à participer au programme Erasmus: selon ses professeurs, plus de 8000 d'entre eux y auraient déjà pris part. Le séminaire, d'une durée de deux jours, a été organisé par la faculté d'économie et de gestion des entreprises dans le cadre de sa semaine européenne, et coordonné



Les orateurs avec les étudiants de l'Université Alexandru-Ioan-Cuza du 17 au 19 mai

par les professeurs Irina Bilan et Marius Apostoaie. Au total, une centaine d'étudiants et d'étudiantes v ont participé. Le thème du séminaire portait sur l'Union monétaire européenne. Mon exposé traitait de l'histoire de la monnaie unique, un projet unique très concret, initié par le traité de Maastricht, qui a accordé les trois idées d'Union monétaire, économique et politique. Pour les étudiants, il était particulièrement intéressant de se pencher sur la règlementation budgétaire mise en place pendant et après la crise financière afin de stabiliser la monnaie unique. Il a été déploré que cette règlementation soit encore très limitée, et que la situation financière internationale reste fragile, notamment à cause de la forte expansion du système bancaire

parallèle. Outre cet intérêt certain et sérieux pour l'Union monétaire, un deuxième sujet a capté l'attention: la démocratie en Europe, en raison de l'approche imminente des élections européennes. Qu'est-ce qui rend la démocratie européenne unique? S'agit-il du fait que le Parlement européen a beaucoup de pouvoir aujourd'hui, mais qu'il s'agit d'un pouvoir de codécision, et que le Conseil des ministres prime toujours? Ou que le processus décisionnel, y compris au Parlement, doit toujours se fonder sur des compromis? Et que le chemin parcouru par ce Parlement a été long avant de parvenir à des élections directes, et combien de conflits interminables il a dû traverser avant de prendre sa forme actuelle – et ces conflits sont loin d'être résolus! À l'issue d'une discussion très animée, j'ai tenté de convaincre les étudiants de l'idée que le caractère incomplet de la construction de l'Union, c'est-à-dire le fait que cette Europe a toujours été un chantier et l'est encore aujourd'hui, est ce qui rend le sujet si attrayant.



Photo de groupe avec les étudiants de l'Université Alexandru-Ioan-Cuza

### Birgit Daiber

V, Allemagne (1989-1994) bir.dai@hotmail.com

## **UNE VISITE À IZMIR 6 - 8 MAI**

La ville d'Izmir ne cesse pas d'impressionner. Située dans l'ouest de la Turquie, sur les rives de la mer Égée, elle tient son nom d'une reine des Amazones appelée Smyrne. C'est aujourd'hui la troisième plus grande ville de Turquie, derrière Istanbul et Ankara.

Ville jeune et dynamique (près de la moitié de ses 4 millions d'habitants ont moins de 30 ans), Izmir est dotée de transports publics performants, dont un métro qui compte déjà dixhuit stations et bientôt davantage. Izmir a successivement accueilli différentes cultures et religions au cours de son histoire, des Perses aux anciens Grecs et des Romains aux Ottomans. Aujourd'hui, elle abrite également l'université d'économie d'Izmir (Izmir Ekonomi Üniversitesi), où je me suis rendu en mai au nom des anciens députés au Parlement européen. Le professeur Alexander Bürgin m'avait invité à m'exprimer devant ses étudiants pour aborder des sujets allant de la politique étrangère de l'Union européenne en ce qui concerne la Turquie à l'avenir de l'Europe après le Brexit. L'université d'Izmir compte quelques 8000 étudiants et une partie de ses locaux sont situés dans un ancien hôtel de luxe! Beaucoup de cours sont dispensés en anglais et presque tous les étudiants que j'ai rencontrés parlaient couramment cette langue. L'université a des accords Erasmus Plus avec quelque 168 universités réparties dans 26 pays, en plus du protocole de

doctorants du professeur Bürgin

concernait la gouvernance et les





Robert Evans avec les étudiants de l'Université d'économie d'Izmir

procédures de l'Union européenne.

Nous avons également évogué

la préparation des élections de

2019 et la manière dont l'Union

de ses citovens. Il a toutefois été

études, les politiques de l'Union

des aspirations des citoyens que

ne le sont celles de beaucoup de

électoral suprême d'organiser de

à Istanbul, du fait de potentielles

irrégularités, a été prise pendant

particulièrement délicate.

Lorsque j'ai échangé avec les

nouvelles élections municipales

gouvernements nationaux.

européenne pourrait se rapprocher

souligné que, selon de nombreuses

européenne sont bien plus proches

La décision controversée du Conseil

étudiants de la filière «études européennes», le débat a inévitablement tourné autour de la question du Brexit. La décision naïve de l'ancien premier ministre David Cameron d'organiser un référendum dans l'espoir d'unifier le parti conservateur, son parti, s'est retournée contre lui de manière spectaculaire. Les conservateurs britanniques sont plus divisés que jamais, le parti travailliste (mon propre parti) est pour le moins déboussolé et le pays dans son ensemble est déchiré. Il est impossible de dire, à l'heure actuelle, comment le Royaume-Uni

actuelle, comment le Royaume-Uni réussira à aller de l'avant dans ses relations avec l'Union européenne. Si les décisions étaient entre les mains des jeunes gens bien informés de l'université d'Izmir, alors peut-être ferions-nous des progrès et arriverions-nous, qui sait, à des accords plus raisonnables! Ma visite à Izmir s'est achevée bien trop vite et c'est l'esprit chargé d'images et de souvenirs positifs que j'en suis reparti.

#### **Robert Evans**

PSE, Royaume-Uni (1994-2009) rjeevans@globalnet.co.uk

## LE CHEMIN VERS LES ÉLECTIONS AU PE DE MAI 2019

Les 6 et 7 mai, j'étais invité à participer à une conférence à l'Université de Rome «Tor Vergata». Près de 120 doctorants de l'université y étaient rassemblés pour une conférence sur les élections européennes qui viennent d'avoir lieu.

Toute une série d'exposés passionnants ont été faits sur l'évolution du Parlement européen, d'une assemblée de parlementaires désignés par les six pays fondateurs de la Communauté européenne à un parlement comptant 751 membres, élu au suffrage direct et exerçant une profonde influence sur la quasi-totalité des domaines d'activité législative de l'Union.

La conférence était organisée par l'Université de Rome «Tor Vergata» et l'AUSE (Associazione Universitaria di Studi Europei). Elle bénéficiait également du soutien du programme de l'Union Erasmus+ et de l'Association des anciens députés au Parlement européen.

Elle était dirigée par Daniela Felsini, membre de l'université de Rome «Tor Vergata» et présidente de l'AUSE, et par Francesco Velo, membre de l'université de Pavie et secrétaire général de l'AUSE.

Dans mon discours, je me suis penché sur la particularité du Parlement européen en tant que





parlement supranational.

- Il s'agit de l'expérience la plus ambitieuse au monde en matière de démocratie transnationale.
- Au lieu d'avoir un siège unique, il doit fonctionner avec trois lieux de travail différents.
- Le multilinguisme qui le caractérise est unique au monde.
- Tout comme le Congrès des États-Unis, mais contrairement aux parlements nationaux, aucun gouvernement ne peut émerger directement d'une majorité au Parlement.

• Ses membres sont issus d'un

nombre déterminé de partis politiques nationaux. Dans mon exposé, j'ai analysé l'évolution du pouvoir et de l'influence du Parlement européen depuis 1958, époque où il s'agissait d'une assemblée comptant 142 membres élus au suffrage indirect, jusqu'aux récentes élections qui se sont tenues du 23 au 26 mai 2019, en passant par les premières élections au suffrage direct de 1979. En outre. nous avons discuté de la manière dont, au fil des années, le Parlement européen est parvenu à passer d'un parlement à l'influence limitée à un élément essentiel de l'impact

déterminant que possède aujourd'hui l'Europe sur la plupart des domaines d'action. Cette transformation, d'un parlement à l'avis simplement consultatif en un Parlement européen dont l'approbation est nécessaire pour la création de toute la législation de l'Union, n'a pris que quarante ans.

En 2019, année qui marque à la fois le quarantième anniversaire des premières élections européennes au suffrage direct et celui de la mort de Jean Monnet, il convient de souligner qu'il est tout à fait impressionnant que le Parlement européen soit aujourd'hui réellement l'une des deux chambres législatives de l'Union européenne.
Le débat était animé et très bien organisé

bien organisé. Je remercie l'Université de Rome «Tor Vergata» et l'AUSE pour

leur invitation à représenter l'Association des anciens députés au Parlement européen.

#### John Iversen

PSE, Danemark (1985-1994/ 1996-1999) johnkniggeiversen@gmail.com

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ LUISS - JUILLET 2019

L'université d'été de LUISS Guido Carli, dont la huitième édition, consacrée aux élections législatives et à la responsabilité démocratique à l'heure du populisme, a organisé, le 19 juillet à Rome une conférence sur «L'eurosceptisme et le nouveau Parlement européen: quelles perspectives après les élections de 2019?».

La rencontre a suscité un vif intérêt parmi les participants, en raison de la qualité d'orateurs tels que: Enrique Barón Crespo, président de l'AAD; Nicola Lupo, professeur à l'université LUISS; et Jan Wouters, professeur à la KU Leuven. Cristina Fasone, directrice du programme Jean Monnet, a présenté les sujets qui seraient abordés, parmi lesquels: les enjeux auxquels devra faire face le prochain Parlement européen, le futur rôle des groupes eurosceptiques en Europe, l'influence des députés eurosceptiques dans la procédure législative et les relations interinstitutionnelles après le Brexit et les opportunités qui pourraient être exploitées par les eurosceptiques et les souverainistes.

En présentant sa vision positive de l'Europe, le président Barón Crespo a rappelé la participation élevée des citoyens aux récentes élections européennes (avec une augmentation de presque 10 points par rapport aux élections précédentes), bien que des systèmes électoraux complètement différents aient été utilisés, et que l'euro n'ait pas été remis en question. C'est plutôt une volonté de consolider les frontières qui a été constatée, compte tenu des valeurs et principes énoncés dans le traité de Lisbonne, lequel est, dans la pratique, remplacé par le pacte budgétaire. Pour lui, «Les enjeux seront: la coopération, l'immigration, le budget, la politique étrangère, la défense et la sécurité, le chômage, le changement climatique (avec des compensations qui seraient régies par un «green deal») et les accords commerciaux tels que EU-MERCOSUR.

La véritable révolution sera de parvenir à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes. comme l'a déclaré la nouvelle présidente de la Commission, Ursula von der Leven. La procédure de codécision entre les institutions devient essentielle dans un Parlement européen de plus en plus politisé, où les demandes de vote au scrutin secret sont inappropriées et que les Britanniques semblent ne plus vouloir quitter, continuant de jouer un rôle clé dans l'élection des membres des bureaux comme dans les travaux des commissions parlementaires». Tous les rapporteurs ont souligné la volonté des eurosceptiques d'entraver toute forme d'intégration en ralentissant le rythme des réformes et des décisions et ont examiné la formation de maiorités variables, en fonction de l'ordre du jour du Parlement européen, dans une législature 2019-2024 qui sera tout sauf monotone.

Après la conférence, nous avons pris part à l'assemblée générale du Centro di Studi sul Parlamento (CESP, centre d'études parlementaires de l'université LUISS), présidée par M. Andrea Manzella. Dans son discours, il a abordé le «populisme» à partir d'une politique des émotions qui ne permet pas d'établir de prévisions. Comme il l'analyse dans son livre paru récemment,

intitulé «Il Parlamento europeo, una introduzione» (Le Parlement européen, une introduction) et écrit avec Nicola Lupo, il considère qu'une présence souverainiste est «utile, voire indispensable» pour autant gu'elle reste «une opposition interne au système». Il estime que le populisme est une minorité donnant une impulsion, et non une force eurosceptique d'une ampleur qui lui permette d'entraver l'intégration européenne. Il est d'avis qu'il sera nécessaire de renforcer les efforts communs du Parlement européen et des parlements nationaux afin de réaliser la coopération parlementaire prévue par les traités de l'Union européenne, au sein de laquelle le statut d'opposition est reconnu aux souverainistes dans un espace européen interne. Il s'agit d'une analyse partagée par Marta Dassù, directrice d'Aspenia, qui considère que la modification des règlements revêt une importance capitale, afin d'éviter des positions politiques rigides, facteurs de contestations inutiles. Et que l'initiative législative au Parlement européen est primordiale, puisque qu'elle permet de renforcer la politique étrangère et de défense commune en se fondant sur l'économie et la sécurité, et de regagner la confiance des citoyens au sein des États membres. Je suis personnellement convaincue que le rôle du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité sera déterminant.

#### **Monica Baldi**

PPE-DE, Italie (1994-1999) baldi.monica@email.it



## **ACTIVITÉS**



#### 29 sept - 4 oct 2019

## VISITE EN GÉORGIE

Une délégation de l'AAD se rendra en Géorgie.

Une délégation de l'AAD se rendra en Finlande, État membre exercant la Présidence du Conseil de l'Union européenne.

3-5 novembre 2019

**VISITE EN FINLANDE** 

#### **10 décembre 2019**

### VISITE GUIDÉE DE LA **MAISON DE L'HISTOIRE EUROPÉENNE**

De 16h00 à 17h00 à Bruxelles.

#### 10 décembre 2019

#### **CONFÉRENCE-DÉBAT POLITIQUE**

sur "L'évolution de la formation des coalitions et les nouvelles maiorités politiques au PE".

De 17h00 à 18h30 à l'Auditorium de la Maison de l'histoire européenne, Bruxelles.

#### 10 décembre 2019

#### **COCKTAIL ET DÎNER ANNUELS** DE L'AAD

À partir de 18h30 à la Maison de l'histoire européenne, à Bruxelles.

#### 11 décembre 2019

#### SÉMINAIRE ANNUEL DE L'AAD

De 10h00 à 13h00 Parlement européen, Bruxelles. Elle sera suivie d'un déjeuner à 13h00, au restaurant des députés du Parlement européen à Bruxelles.

## ARCHIVES DES MEMBRES ET ANCIENS MEMBRES

Les Archives historiques du Parlement européen sont à votre disposition pour accueillir et traiter les documents des membres anciens et actuels du Parlement européen. Ces documents peuvent concerner aussi bien les travaux parlementaires officiels des députés que leurs activités politiques au niveau national ou européen. Ainsi, les informations essentielles sur la vie quotidienne et les activités du Parlement peuvent être conservées pour les générations futures.

Une fois déposés, ces papiers seront traités conformément aux dispositions de la décision du 10 mars 2014. Cette préparation consiste à la fois à indexer, numériser et/ou convertir les documents au format PDF/A et à les rendre accessibles au public, à moins qu'ils ne soient confidentiels, suivant les dispositions légales applicables.

Si vous avez déjà déposé vos documents ou documents, par exemple auprès de vos archives locales ou régionales, de votre université ou de toute autre institution, les Archives historiques du Parlement vous prient de bien vouloir nous faire parvenir les coordonnées du lieu de dépôt et une brève description du contenu des documents, afin d'informer les universitaires, les chercheurs et le public qui souhaitent les consulter.

Pour toute demande de formulaire de dépôt d'archives, veuillez contacter les Archives historiques du Parlement (voir ci-dessous) ou le secrétariat de l'AAD.

Sandrine BONNET

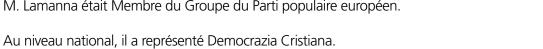
Archives historiques - Direction des bibliothèques et des instruments du savoir Parlement européen

Tél: +352 4300 023273 / Courriel: EPRS-Archives-MEP@ep.europa.eu.

## **IN MEMORIAM**

† 6 juillet 2019 Francesco LAMANNA PPE-DE (1992-1994)

Il a été député italien au Parlement européen de 1992 à 1994. Lors de son mandat au Parlement, M. Lamanna était Membre du Groupe du Parti populaire européen.





† 12 juillet 2019 Georgios ANASTASSOPOULOS PPE (1984-1999)

Il a été député grec au Parlement européen de 1984 à 1999. Lors de son mandat au Parlement, M. Anastassopoulos était Membre du Groupe du Parti populaire européen.

Au niveau national, il a représenté Nea Dimokratia.



† 18 juillet 2019 André Jorge DIONÍSIO BRADFORD S&D (2019)

Il a été député portugais du Parlement européen en 2019. Lors de son mandat au Parlement, M. Dionísio Bradford était Membre de l'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen.



Au niveau national, il a représenté Partido Socialista.